



## LES FAITS MARQUANTS DE L'IPBES 2

### LUNDI 9 DÉCEMBRE 2013

La deuxième session de la Plénière de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES 2) s'est ouverte lundi 9 décembre 2013, à Antalya, en Turquie. Les délégués ont entendu des déclarations liminaires, ont adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux et ont examiné le programme de travail initial de la Plateforme, y compris le projet de programme de travail pour la période 2014-2018 et le cadre conceptuel, ainsi que les arrangements financiers et budgétaires pour l'exercice quadriennal 2014-2018.

#### SESSION D'OUVERTURE

La maîtresse de cérémonie de la session d'ouverture, Basak Koç, du programme ANA Haber de la chaîne turque GS TV, a fait lecture des messages du Premier Ministre de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, et du Ministre turc des forêts et des eaux, Veysel Eroğlu, qui demandaient expressément que des décisions soient prises afin de rendre la Plateforme opérationnelle. Les participants ont visionné une vidéo sur la biodiversité de la Turquie qui a souligné l'importance du rôle de l'IPBES pour la préservation de la biodiversité.

Une minute de silence a été observée en mémoire de l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela.

Le Directeur exécutif adjoint du PNUE, Ibrahim Thiaw, a déclaré que la « nature est la richesse des pauvres » et a fait observer que les écosystèmes fournissent les ressources qui sous-tendent le développement. Il a également appelé la Plénière à approuver le budget et le programme de travail proposés.

Le Ministre adjoint des forêts et des eaux de Turquie, Nurettin Akman, a souligné que l'IPBES contribuera à mettre un terme à la perte de biodiversité et a mis l'accent sur la nécessité d'adopter une approche multidisciplinaire pour rendre la Plateforme opérationnelle. Il a exprimé l'espoir que les terres d'Anatolie procurent une atmosphère positive, favorable à l'adoption du « consensus d'Antalya » par l'IPBES.

Le Président de l'IPBES, Zakri Abdul Hamid (Malaisie), a invité les participants à jeter les bases permettant à l'IPBES d'être un organe crédible, permanent et semblable au GIEC qui traduit les connaissances en politiques et qui aille au-delà du GIEC en intégrant le renforcement des capacités dans toutes ses activités. Il a déclaré que le cadre conceptuel proposé reconnaît différents systèmes de connaissances sans compromettre la rigueur scientifique, tandis que l'ambitieux projet de programme de travail intègre les connaissances autochtones et locales. Il a sollicité des contributions financières et en nature afin de soutenir les travaux de l'IPBES.

#### QUESTIONS D'ORGANISATION

**ELECTION DU BUREAU:** L'EUROPE DE L'EST a proposé, et la Plénière a accepté, d'élire Ioseb Kartsivadze (Géorgie) en tant que membre suppléant pour le premier terme du mandat et Adem Bilgin (Turquie) en tant que membre du Bureau suppléant pour le second terme.

#### ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET

**ORGANISATION DES TRAVAUX:** La Plénière a adopté le projet d'ordre du jour (IPBES/2/1 et IPBES/2/1/Add.1) et l'organisation des travaux (IPBES/2/2) de la session sans modification.

**ÉTAT DE LA COMPOSITION DE LA PLATEFORME:** Le Président Hamid a annoncé que les membres de l'IPBES sont actuellement au nombre de 115.

**ADMISSION D'OBSERVATEURS À LA SESSION EN COURS:** Le Président Hamid a rappelé qu'à la première session de la Plénière, les États membres ont adopté une procédure provisoire pour les nouveaux observateurs (IPBES/2/12). Les délégués ont convenu d'accepter la liste d'observateurs proposée pour la session en cours (IPBES/2/11).

#### POUVOIRS

Le Président Hamid a déclaré que le Bureau examinerait les pouvoirs et en ferait rapport à la Plénière.

**DÉCLARATIONS LIMINAIRES:** Le Mexique, au nom du GROUPE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (GRULAC), a déclaré que l'IPBES doit contribuer à ralentir la perte de biodiversité, tout en promouvant l'utilisation durable de la biodiversité, notamment en apportant un soutien aux communautés autochtones et locales (CAL).

L'Éthiopie, au nom du GROUPE AFRICAÏN, s'est félicitée de l'inclusion de différents systèmes de connaissances dans le projet de programme de travail de l'IPBES. Le délégué a réclamé des avancées sur le transfert de technologies et de connaissances, un équilibre entre les régions, et la poursuite des contributions au renforcement des capacités.

La Malaisie, au nom de l'ASIE-PACIFIQUE, a appuyé la proposition de programme de travail et a demandé que des synergies soient créées entre les systèmes de connaissances autochtones et les autres.

L'Azerbaïdjan, au nom de l'EUROPE DE L'EST, a mis l'accent sur le renforcement des capacités et la participation effective de tous les pays au sein de l'IPBES ainsi que sur le rôle de la Plateforme en matière de conseil politique à l'intention des décideurs. La SUISSE a insisté sur la qualité en tant qu'atout essentiel de l'IPBES, en donnant son appui à un ensemble unique de procédures pour toutes les évaluations, à la transparence, à l'ouverture et à la participation de tous. L'UICN a déclaré que les participants aux Journées des parties prenantes ayant eu lieu les 7 et 8 décembre 2013 ont convenu, entre autres: d'exhorter l'IPBES à adopter la stratégie d'engagement des parties prenantes visant à soutenir la mise en œuvre du programme de travail de l'IPBES; de réclamer un mécanisme qui facilite l'interaction des parties prenantes avec la Plateforme, tel qu'un forum; et de déclarer que la participation des parties prenantes devrait être financée par le budget de l'IPBES.

#### PROGRAMME DE TRAVAIL INITIAL DE LA PLATEFORME

**PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE 2014-2018:** Dans la matinée, Robert Watson, membre du Bureau représentant les États d'Europe occidentale et autres États, a présenté le projet de programme de travail pour la période 2014-2018 (IPBES/2/2 et Add.1) ainsi que ses implications budgétaires. Il a souligné que le programme de travail aborde l'ensemble des quatre objectifs de manière intégrée et qu'il réunit les demandes émanant des gouvernements, des parties prenantes et des accords multilatéraux pertinents sur l'environnement. Il a déclaré qu'une augmentation sensible des contributions financières et en nature sera nécessaire pour mettre en œuvre le projet de programme de travail.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Paula Barrios, Ph.D., Claudio Chiarolla, Ph.D., Kate Louw, et Eugenia Recio. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Louison Dumaine-Laulusa. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le bailleur de fonds du *Bulletin* est la Commission européenne (DG-ENV). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2013, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le PNUE. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'Équipe du BNT à l'IPBES-2 peut être contactée par courrier électronique via l'adresse suivante: <eugenia@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

**CADRE CONCEPTUEL:** Carlos Alfredo Joly (Brésil), Co-président du Groupe d'experts multidisciplinaire (GEM), a présenté la proposition de cadre conceptuel pour l'IPBES (IPBES/2/4, IPBES/2/INF/2 et IPBES/2/INF/2/Add.1), en indiquant que le cadre vise à appuyer les travaux analytiques de l'IPBES et à guider l'élaboration et la mise en œuvre du programme de travail de l'IPBES. Il a déclaré que le cadre a été préparé suite à des consultations approfondies avec les parties prenantes, qu'il englobe des systèmes de connaissances et des approches divers, et qu'il place l'homme au centre des causes de la crise qui frappe la biodiversité et de ses solutions. Il a mis l'accent sur l'échange réciproque d'information entre les rapports scientifiques et les autres systèmes de connaissances d'une part, et les processus politiques et de prise de décision d'autre part.

**DISCUSSIONS:** Au cours des discussions de l'après-midi sur le programme de travail initial, la LITUANIE a exprimé son soutien au programme de travail proposé mais a suggéré l'adoption d'une approche par étapes afin de se concentrer en premier lieu sur les questions pour lesquels des progrès pouvaient être présentés, en soulignant que mener des évaluations régionales et sous-régionales peut s'avérer onéreux. Les ETATS-UNIS ont réclamé des évaluations de haute qualité et des attentes réalistes, et le délégué a déclaré que le projet de programme actuel est trop ambitieux pour une entité nouvellement créée. Il a souligné que les évaluations accélérées sont importantes mais que le calendrier ne devait pas être précipité, tout en proposant de donner la primauté à l'évaluation mondiale. La BOLIVIE s'est dite préoccupée par la tendance du programme de travail à considérer la biodiversité dans le cadre du concept d'économie verte et a souligné qu'il est nécessaire d'adopter des approches diverses. Le délégué a également proposé un nouveau mécanisme institutionnel pour veiller à la participation des CAL en amont. Le ROYAUME-UNI a appuyé l'adoption d'une approche ascendante pour les évaluations mondiales, qui s'appuie sur les travaux menés aux niveaux régional et sous-régional. La Turquie, au nom de l'EUROPE DE L'EST, a déclaré que le projet de programme de travail présente un calendrier serré.

La FRANCE, rejointe par la LITUANIE, MONACO et le PORTUGAL, a demandé expressément une plus grande considération de l'environnement marin dans le programme de travail. La THAÏLANDE a souligné qu'il est important de prendre en compte les moteurs socio-économiques des changements affectant la biodiversité. Le Mexique, au nom du GRULAC, a déclaré que le programme ne devrait pas se limiter aux évaluations mais devrait également inclure des outils et des recommandations utiles aux membres de l'IPBES.

Au sujet des produits proposés, de nombreux États ont appuyé la proposition d'évaluation de la pollinisation et de la production alimentaire. La LITUANIE, le GROUPE AFRICAÏN et d'autres ont soutenu les évaluations sur les espèces envahissantes et sur la dégradation et la restauration des terres. Le COSTA RICA s'est exprimé en faveur d'une évaluation des espèces envahissantes dans les écosystèmes marins. Le GRULAC a demandé une évaluation de l'utilisation durable de la biodiversité.

Le GRULAC, la NORVÈGE, la BELGIQUE, la NOUVELLE-ZÉLANDE et d'autres ont appuyé l'évaluation proposée sur les outils et les méthodes concernant la définition, la détermination et la comptabilisation de la valeur de la biodiversité et des services écosystémiques. La LITUANIE a déclaré que d'autres organisations mènent des travaux sur cette question.

La MALAISIE a mis l'accent sur la nécessité de préciser les besoins en matière de renforcement des capacités et d'y faire correspondre des ressources financières, ainsi que de prendre en compte les systèmes de connaissances des CLA. Le GRULAC et le GROUPE AFRICAÏN ont souligné le rôle des centres d'excellence existants. Le GROUPE AFRICAÏN a remis en question la nécessité de mécanismes et d'outils d'évaluation des activités de renforcement des capacités.

La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a offert d'accueillir une unité technique régionale pour soutenir la mise en œuvre et a demandé l'élaboration d'un mandat type pour la création de pôles régionaux et d'unités de soutien technique. La SUISSE a proposé qu'un ensemble unique de procédures soit utilisé pour toutes les évaluations et que les organisations qui travaillent en tant qu'unités d'appui technique s'attendent à des produits précis sous la direction du GEM et du Secrétariat.

Au sujet du produit relatif à la communication, la LITUANIE a déclaré qu'il devrait expliquer le travail de l'IPBES afin de susciter l'intérêt des décideurs politiques et des bailleurs de fonds et que sa différence avec la stratégie d'engagement des

parties prenantes devrait être clarifiée. La NORVÈGE a mis l'accent sur le besoin de transparence pour établir la légitimité de l'IPBES.

Les membres du GEM et du Bureau ont répondu aux observations des délégations sur le projet de programme de travail et le cadre conceptuel. Le membre du Bureau Watson a déclaré que la détermination de la valeur de la biodiversité ne porte pas seulement sur la valeur économique mais qu'elle inclut également la valeur culturelle et d'autres valeurs, que le coût de l'évaluation globale dépend fortement de la disponibilité d'évaluations régionales et sous-régionales, et que les connaissances des CLA seront intégrées à toutes les évaluations accélérées. Le membre du GEM Paul Leadley a fait observer que les évaluations régionales et mondiales comprennent également une solide composante marine et intègrent des aspects socio-économiques. Le membre du Bureau Ivar Andreas Joueront un rôle essentiel dans le renforcement des capacités. Notant le soutien général au cadre conceptuel, le Co-président du GEM, Joly, a déclaré que le cadre est un document évolutif qui sera mis à jour à mesure que l'IPBES mûrit.

LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LES COMUNAUTÉS LOCALES ont exhorté l'IPBES à collaborer avec eux en tant que partenaires plutôt que parties prenantes pour une mise en œuvre réussie. L'UNESCO a exhorté l'IPBES à collaborer avec d'autres initiatives, telles que Future Earth et l'Évaluation mondiale des océans. LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB) a fait observer sa relation de synergie avec l'IPBES, en suggérant qu'un alignement entre les deux organisations est nécessaire lorsque sont menées des activités telles que l'examen à mi-parcours des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. L'organisation Global Biodiversity Information Facility (GBIF) s'est déclarée prête à fournir un soutien technique sur la collecte de données et de connaissances.

#### ARRANGEMENTS FINANCIERS ET BUDGÉTAIRES BUDGET POUR L'EXERCICE QUADRIENNAL

**2014-2018:** Neville Ash, du PNUE, a présenté le budget pour l'exercice quadriennal 2014-2018 (IPBES/2/5). Il a rappelé la Décision IPBES/1/5 qui prie le Secrétariat de faire rapport sur les dépenses de 2013 et d'établir un budget pour 2014, en indiquant que les contributions actuelles, y compris les engagements de 2013, s'élèvent à 8 millions USD et que les dépenses à ce jour s'élèvent à 2,5 millions USD. Proposant que la Plénière réfléchisse à un budget pour 2014 et 2015, il a indiqué que le total des dépenses inscrites au budget s'élève à 7 599 millions USD et 9 089 millions USD pour chaque année respectivement. Il a déclaré que les dépenses d'appui au programme ne sont pas comprises dans ces chiffres puisqu'elles seront déterminées par la décision portant sur les dispositions relatives au Fonds d'affectation spécial.

Le Président Hamid a donné la parole aux participants pour l'annonce des engagements pour 2014. Plusieurs engagements ont été annoncés, notamment: 500 000 EUR par les Pays-Bas, 50 millions NOK par la Norvège, 300 000 EUR pour 2014 et 2015 par l'Allemagne, et 200 000 EUR par la France.

#### DANS LES COULOIRS

Le jour de l'ouverture de l'IPBES 2, l'optimisme régnait parmi les délégués qui avaient le sentiment qu'ils pouvaient enfin s'attaquer au « corps » de l'IPBES. « Cela nous a pris trop longtemps pour en parvenir là, et aujourd'hui, nous sommes impatients de voir comment l'IPBES va se mettre debout et commencer à marcher », a déclaré un délégué. Cet intérêt général était manifeste lors des longues discussions qui ont eu lieu à la suite de la présentation du programme de travail de la Plateforme pour la période 2014-2018, de son cadre conceptuel et du budget correspondant. Toutefois, plusieurs délégués ont mis en garde contre un programme de travail trop ambitieux et ont souligné la nécessité de préférer la qualité aux résultats précoces, certains insistant sur le fait que l'IPBES doit pouvoir « marcher avant de courir ». D'autres étaient préoccupés par le fait que les priorités des pays en développement ne soient pas dûment reflétées dans le programme de travail.

L'après-midi, l'humeur était joyeuse lorsque de nombreux engagements en soutien aux travaux de l'IPBES ont été annoncés. Tout en se félicitant de ces engagements, un délégué a expliqué que « des contraintes financières demeurent et qu'il pourrait être difficile de garantir que toutes les suggestions particulières soient prises en compte dans le programme de travail », et il a déclaré que de longues discussions pourraient avoir lieu afin de trouver un juste équilibre entre des résultats rapides, une analyse crédible, la qualité scientifique et la satisfaction des demandes des membres.